pour des bourses d'études spéciales du Commonwealth et du Canada.

Globalement, le programme d'aide du Canada comporte l'obligation d'un approvisionnement en biens et services canadiens dans une proportion d'environ 50 %. Pour les programmes d'aide bilatérale la proportion est de 80 %, et une fraction pouvant aller jusqu'à 20 % peut être soustraite à cette obligation pour tenir compte des coûts locaux. Le matériel, par exemple, doit avoir pour au moins les deux tiers de contenu canadien pour être considéré comme étant d'origine canadienne. Les programmes autres que ceux d'aide bilatérale sont essentiellement libres de toute contrainte de cette nature.

Le Canada est depuis longtemps l'un des grands fournisseurs mondiaux d'aide alimentaire, sous forme surtout de livraisons de blé, de farine et d'huile de canola, par l'entremise d'organes d'aide multilatérale (notamment le Programme alimentaire mondial), d'accords bilatéraux avec des pays tels que le Bangladesh, l'Éthiopie, la Somalie et les États africains de la région du Sahel, et d'organismes canadiens non gouvernementaux. L'aide alimentaire est normalement financée par des subventions. En 1982-83, les contributions du Canada à l'aide alimentaire se sont élevées à \$273 millions.

L'aide canadienne en 1982-83 figurait pour 0,46 % du produit national brut. L'intention du Canada est de porter son niveau d'aide à 0,5 % du PNB d'ici au milieu des années 80, et d'atteindre l'objectif international de 0,7 % à la fin de la décennie.

21.7.2 Centre de recherches pour le développement international (CRDI)

Le CRDI a été institué en 1970 pour entreprendre et encourager des recherches centrées sur les problèmes des régions en voie de développement; il stimule la coopération entre les pays en développement aussi bien qu'entre les pays industrialisés et les pays en développement. En sa qualité de coordonnateur de la recherche sur le développement international, il aide les régions en voie de développement à se doter des moyens de recherche, des compétences et des institutions nécessaires pour résoudre leurs propres problèmes.

Les projets sont groupés sous cinq catégories de programmes: sciences de l'agriculture, de l'alimentation et de la nutrition; sciences de la santé; sciences de l'information; sciences sociales; et programmes de coopération qui financent des projets exécutés en commun par des institutions de recherche du Canada et des institutions de recherche du Tiers Monde. Au 31 mars 1983, le CRDI avait participé au financement de 1,634 projets dans 101 pays.

Un programme de bourses comportant des catégories d'aide financière à la fois pour des Canadiens et pour des citoyens de pays en développement offre à des personnes la possibilité de recevoir de la formation ou d'effectuer de la recherche sur divers aspects du développement.

Le CRDI est financé par le Parlement du Canada au moyen d'une subvention annuelle. Grâce à son

statut de société publique, il peut offrir de l'aide sans aucune contrepartie. Il n'est pas un agent du gouvernement canadien, et ses directeurs et employés ne font pas partie de la Direction publique du Canada. Il est géré par un conseil d'administration international autonome; au moins 11 des administrateurs, dont le président et le vice-président, doivent être des citoyens canadiens. Jusqu'ici, les 10 autres membres ont été nommés par d'autres pays, et six venaient de pays en développement. Le Centre soumet un rapport annuel au Parlement canadien par l'entremise du secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

Le Centre entretient des relations étroites et coopératives avec l'ACDI, dont le président fait normalement partie du conseil d'administration du CRDI.

21.7.3 Service universitaire canadien outre-mer (SUCO)

Le SUCO recrute et place des spécialistes de toutes les couches de la société et de tous les âges, aux termes de contrats de deux ans avec des pays du Tiers Monde, pour suppléer à des manques de main-d'œuvre temporaires et donner de la formation en cours d'emploi. Il soutient, par une participation bénévole, par des contributions financières ou par des contributions matérielles ou les trois, des projets spécifiques de développement conçus et dirigés par des gouvernements, des groupes ou des particuliers des pays du Tiers Monde. Au Canada, il cherche à promouvoir les activités pouvant mener à une compréhension des causes de l'inégalité du développement et à une action à cet égard.

Le SUCO est financé par des sources gouvernementales, des particuliers, des groupes religieux, des associations professionnelles, des groupements philanthropiques, la marche des millions, des administrations provinciales, des syndicats, des entreprises commerciales et des sociétés.

21.7.4 Service administratif canadien outre-mer (SACO)

Le SACO a été créé en 1967. Il envoie outre-mer des bénévoles canadiens récemment retraités et dont le domaine de spécialisation est le commerce, la technologie ou l'éducation, afin qu'ils partagent leurs connaissances avec les peuples du Tiers Monde. En 1969, le programme a été élargi de façon à permettre au SACO d'envoyer des bénévoles dans diverses régions du Canada pour aider les autochtones canadiens. En 1979, un programme d'expansion commerciale a été mis sur pied pour permettre à des consultants du SACO d'agir à titre d'intermédiaires entre les petites et moyennes entreprises canadiennes et leurs homologues dans les pays en voie de développement.

L'ACDI procure au SACO la plus grande partie de son financement. Des contributions ont également été versées par l'industrie canadienne, des clients d'outre-mer, le ministère des Affaires indiennes et du Nord et le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest.